

SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL

N°49 - Septembre 2013



L'ESSENTIEL

Sections



Campagne
agropastorale



Situation
acridienne



Inondations



Déplacements



Marchés
internationaux



Marchés
locaux



Sécurité
alimentaire

Pour aller à
la section 

- ◆ Persistance d'une situation de crise alimentaire au nord du Mali
- ◆ La bonne pluviométrie enregistrée en août et en septembre atténue les effets du retard de l'arrivée des pluies
- ◆ Au Niger et au Nigéria principalement, les inondations détériorent les moyens d'existence des ménages sinistrés
- ◆ Début des baisses saisonnières des prix des céréales sur la plupart des marchés du Sahel, au Bénin et au Libéria

La situation alimentaire au nord du Mali reste très précaire, à cause des effets du conflit sur les moyens d'existence des ménages, des prix élevés des céréales, de la baisse du pouvoir d'achat des ménages et du retard dans la mise en œuvre de certaines interventions alimentaires ou non alimentaires. Près de la moitié de la population a recours à des stratégies d'adaptation d'urgence ou de crises.

Les estimations provisoires des récoltes indiquent que l'abondance et la bonne répartition des pluies aux mois d'août et de septembre ont atténué les effets du retard de l'arrivée des pluies dans la plupart des zones agricoles du Sahel. Cependant, dans certaines zones, les pluies doivent continuer jusqu'en octobre pour espérer des rendements satisfaisants. Globalement, on s'attend à une année relativement moyenne dans la région. En terme de présence de pâturage et d'état d'embonpoint du bétail, la situation pastorale correspond également à une année moyenne, avec toutefois des déficits localisés de pâturage observés en Mauritanie, au Mali, au Niger, au Sénégal et au Tchad.

Le Niger et le Nigéria, et dans une moindre mesure le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, le Guinée le Mali, la Mauritanie et le Sénégal ont été touchés par des inondations qui ont provoqué des pertes de vivres, de matériel et d'équipement, la destruction d'habitats et d'infrastructures et les dégâts sur les cultures. Cette situation risque de plonger les ménages sinistrés dans une situation encore plus difficile à cause de la perte de leurs moyens d'existence, si aucune réponse adéquate n'est apportée rapidement.

Les premières récoltes de céréales améliorent la disponibilité alimentaire et provoquent un début de baisse des prix des céréales, ce qui va améliorer le pouvoir d'achat des ménages qui s'approvisionnent aux marchés pour s'alimenter. Toutefois, au Niger, au Mali et au Tchad les prix des principales céréales sèches restent supérieurs à leur moyenne quinquennale.

Mesures clés pour les partenaires régionaux

- Continuer à suivre la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Sahel y compris au Mali et dans les pays voisins affectés par la crise malienne, ainsi qu'en Guinée Bissau
- Continuer à suivre le comportement des prix notamment au Burkina Faso, Mali, Niger, Nigeria et Tchad
- Soutenir le plaidoyer en faveur d'une réponse adéquate aux Appels Consolidés

Objectif : Dans le cadre des réunions mensuelles du Groupe Régional de Travail Sécurité Alimentaire et Nutrition pour l'Afrique de l'Ouest, dans une perspective humanitaire, le PAM et la FAO informent grâce à ce document le groupe sur les faits saillants de la sécurité alimentaire du mois écoulé.

Campagne agropastorale 2013-2014

A l'exception de quelques poches de déficit, bonne campagne agro-pastorale en perspective



La poursuite des précipitations durant le mois de septembre a permis d'enregistrer des excédents pluviométriques dans la partie ouest de la région (figure 1) en particulier en Guinée, au nord et à l'ouest du Mali et en Sierra Leone. Ces pluies ont permis de réduire le déficit au centre du Mali et au nord du Sénégal. Cependant, le déficit constaté depuis le début de la saison persiste toujours le long du Golfe de Guinée, du Ghana au Nigeria, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur les rendements des cultures, principalement sur le maïs.

La réunion de la Concertation régionale sur les perspectives agricoles et alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC) tenue à Niamey du 17 au 19 septembre 2013 a confirmé le démarrage difficile de la campagne agricole avec des retards de semis par rapport à la normale et des re-semis. Ces retards ont été davantage marqués dans le Gorgol et le Guidimakha en Mauritanie, dans les régions de Tillabéri, de Tahoua et l'est de Zinder au Niger, au nord du Sénégal et dans les régions du Lac et de Biltine au Tchad. Les rendements espérés seront équivalents à supérieurs à la moyenne 1971-2000 et inférieurs dans les zones où des retards de semis et des re-semis ont été observés.

Pour l'ensemble des pays de la région, la production céréalière se situerait entre 53 000 000 et 58 460 000 tonnes soit respectivement une baisse de 3 % ou une hausse de 7 % par rapport à la campagne 2012-2013. Les pays du Sahel pourraient enregistrer une production céréalière entre 20 292 000 et 22 326 000 tonnes.

La situation des pâturages se caractérise par une généralisation progressive du couvert herbacé en zone pastorale. Cependant, l'état du pâturage est variable (figure 2) et le déficit est toujours persistant au nord du Sénégal, au centre du Mali, au sud du Niger, au centre du Tchad et en Mauritanie dans le Guidimakha et le sud de l'Assaba.

Figure 1 : Anomalie de précipitations en Afrique de l'Ouest du 1^{er} mai au 15 septembre 2013

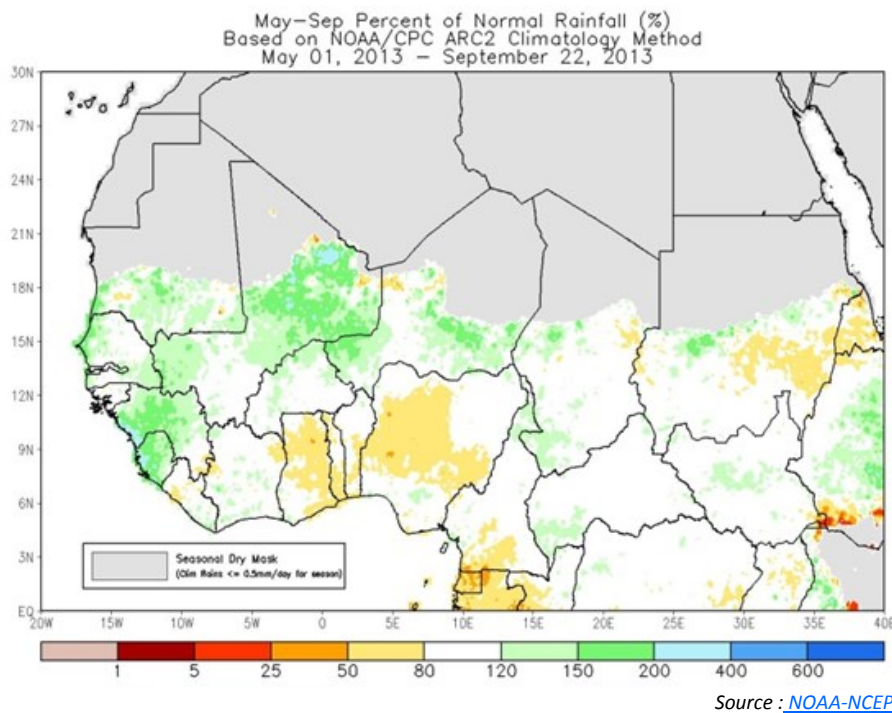
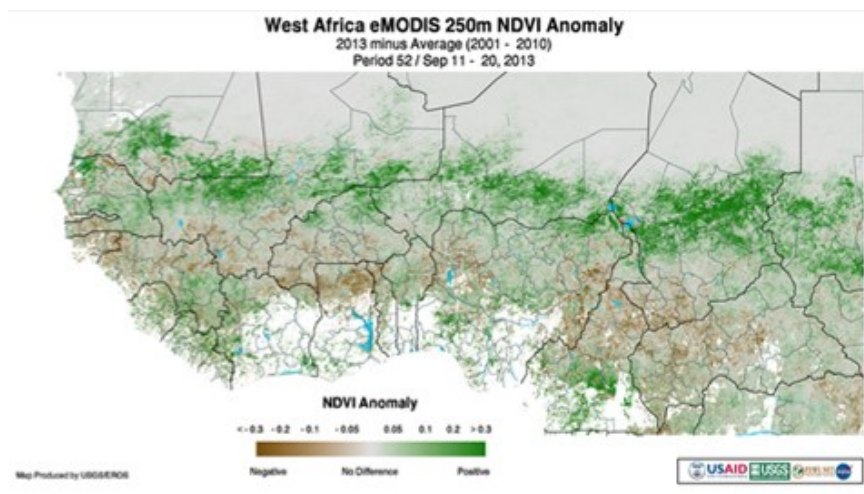


Figure 2 : Anomalie de l'indice de végétation en Afrique de l'Ouest du 11 au 20 août 2013



Situation acridienne au 17 septembre 2013

Situation globalement calme dans la région avec possibilités de reproduction à petite échelle en octobre



La situation acridienne est restée calme dans la région pendant le mois d'août. Malgré des précipitations supérieures à la normale ayant généré une bonne pousse de la végétation, les effectifs acridiens sont restés faibles dans les zones de reproduction estivale de la Mauritanie, du Niger et du Tchad sauf dans les montagnes de l'Air, au Niger où des opérations de lutte ont été réalisées contre les groupes de larves et d'ailés issus d'une reproduction antérieure. La situation est moins claire au Mali où il est difficile de conduire des prospections en raison de l'insécurité persistante

Les prévisions jusqu'à la mi-octobre indiquent qu'une reproduction à petite échelle entraînera une augmentation des effectifs acridiens et, avec le début du dessèchement de la végétation, les criquets pourraient se concentrer et peut-être former des petits groupes. Des prospections régulières devraient donc être réalisées dans tous les pays pour suivre attentivement la situation.

[Plus d'informations](#)

Situation des inondations

Les inondations affectent les moyens d'existences des populations sinistrées



Depuis le début de la saison des pluies, au total 428 870 personnes ont été affectées par les inondations en Afrique de l'Ouest (OCHA, 24/09/13). Les pays les plus affectés (en nombre de personnes touchées) sont le Bénin, le Burkina Faso, la Gambie, la Guinée, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Nigeria et le Sénégal (figure 3). Sur le plan agricole, plus de 25 000 hectares de cultures (arachide, mil, sorgho et riz) ont été détruits et 2 217 exploitations agricoles endommagées au Nigéria.

Ces inondations ont eu un impact négatif sur le plan socio-économique. Des ménages ont été déplacés et relogés dans des conditions peu favorables. Des pertes de vivres, de matériel et d'équipement, la destruction d'habitats et d'infrastructures et les dégâts sur les cultures vont plonger les ménages affectés dans une situation encore plus difficile à cause de la perte de leurs moyens d'existence.

Au **Bénin**, la situation s'est détériorée à Malanville et Karimama suite du débordement du fleuve Niger et aux inondations qui ont affecté dans ces deux localités 33 000 personnes. Les résultats de l'évaluation rapide menée dans la commune de Karimama indiquent que 45 localités ont été inondées avec 27 735 personnes touchées, soit 5 547 ménages et 13 073 hectares de cultures (riz, maïs, mil, sorgho, piment, courge) sur 25 788 ont été détruits, soit plus de la moitié des superficies réalisées.

Au **Mali**, les inondations, suite aux fortes pluies qui se sont abattues dans le pays, ont affecté au total environ 35 000 personnes dans les régions de Ségou, Kidal, Mopti et à Bamako et détruit 185 hectares de cultures. Une évaluation rapide post inondation menée par la Direction de la protection civile et l'ONG ACTED dans les régions de Ségou et Mopti a donné les résultats suivants : 3 810 personnes affectées, 135 hectares de cultures (riz, arachide, mil) et des stocks alimentaires et de semences détruits.

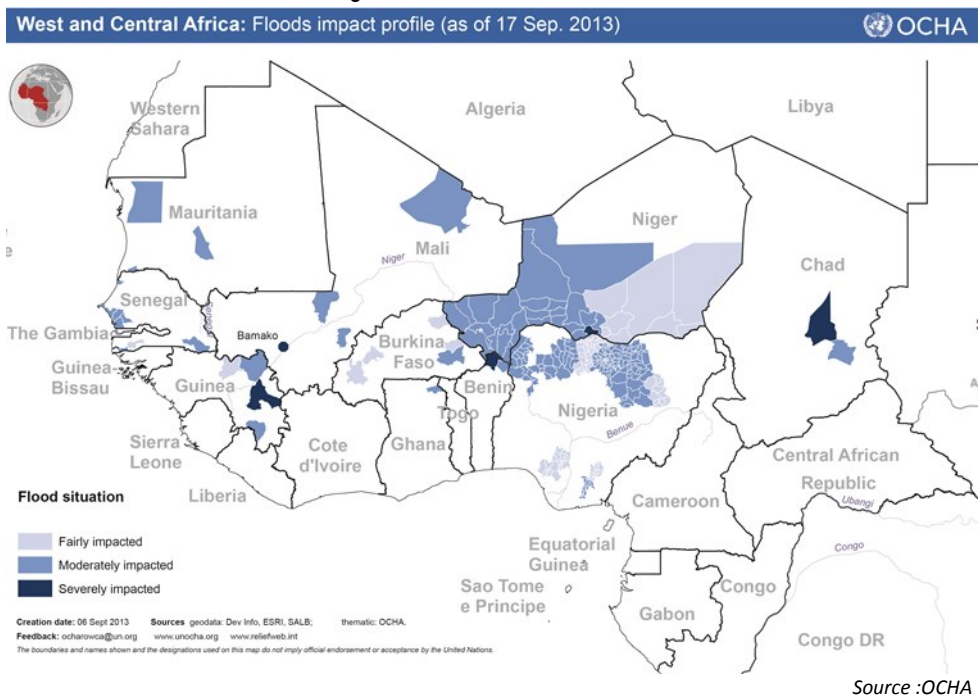
Au **Niger**, sur l'ensemble du pays, le bilan fait

état de 28 décès et de 135 943 personnes affectées représentant 13 659 ménages. 6 151 hectares de cultures ont été détruits. Les régions les plus affectées sont Tillabéry (39 681 personnes), Dosso (39 354), Maradi (23 077), Niamey (11 466) et Tahoua (9 332). Sur le plan agricole, Tillabéry est la région la plus touchée avec 2 902 hectares de cultures inondées, suivie de Maradi, (1 206 hectares) et de Zinder avec (1 028 hectares inondés).

Au **Nigeria**, plus de 80 000 personnes ont été touchées par les inondations. Les États d'Abia, Zamfara, Bauchi et Kogi sont les plus affectés parmi les 21 états touchés. Les inondations ont également détruits 2 217 exploitations agricoles.

Au **Sénégal**, en plus de la région de Dakar, les inondations ont touché celles de Fatick, Kafrine, Kaolack, Kédougou et le département de Mbour. Le nombre de personnes affectées est compris entre 73 500 et 105 000 aussi bien en milieu urbain que rural. Au total plus de 700 hectares de cultures (vivrières et de rente) ont été détruits. Les évaluations de l'impact sur les superficies agricoles se poursuivent.

Figure 3 : Situation des inondations



Situation des déplacements

Intensification des retours des déplacés au Mali

Mali : les résultats du suivi des mouvements des personnes déplacées internes (PDI) et les réfugiés obtenus par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et ses partenaires dans la période du 2 au 8 septembre 2013 montrent que 311 individus déplacés ont quitté le nord du pays pour se rendre dans les régions sud. En parallèle, des milliers de personnes déplacées sont retournées dans le nord. La plupart de ces personnes se sont rendues à Tombouctou (4 514) et à Gao (2 069). Pour rappel, les trois régions du nord du Mali sont frappées par une forte insécurité

alimentaire et le retour des déplacés et des réfugiés doit être accompagné pour les plus vulnérables d'entre eux.

Tchad : en plus des 13 087 réfugiés en provenance de la République centrafricaine, le HCR a enregistré 3 000 personnes retournées tchadiennes du Nigeria depuis mai 2013 suite à l'insécurité qui prévaut au nord et à l'est du pays. Ces retournés, malgré la fermeture officielle de la frontière entre le Tchad et le Nigeria, continuent d'arriver en traversant la région du lac Tchad.



Tendances sur les marchés internationaux

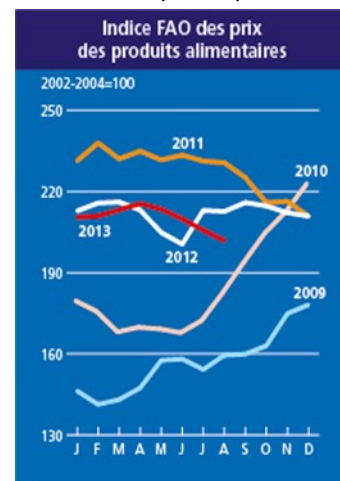
L'Indice FAO des prix des produits alimentaires continue de baisser

L'Indice FAO des prix des aliments s'est établi en moyenne à 201,8 points en août 2013, soit près de 4 points (1,9 %) de moins que la valeur de juillet et 11 points de moins (5,1 %) que le niveau enregistré en août 2012. L'indice poursuit le fléchissement des trois mois précédents, en raison notamment d'une baisse continue des prix internationaux des céréales et des huiles. Les prix des produits laitiers, de la viande et du sucre se sont en revanche légèrement redressés.

L'Indice FAO des prix des céréales s'est établi en moyenne à 210,9 points en août, soit 16,4 points (7,2 %) de moins qu'au mois de juillet et 49,4 points (19 %) en dessous du niveau enregistré en août 2012 (figure 4). Cette forte baisse, qui fait suite à un recul qui était déjà important en juillet, tient aux anticipations de forte croissance de la production mondiale de céréales et, surtout, à une reprise importante de l'offre de maïs. Les cours du blé et du riz ont reculé de deux à trois pour cent, mais ceux du maïs ont chuté de 14 %, malgré un léger redressement à la fin du mois, qui s'explique par les inquiétudes dues à la sécheresse et la chaleur aux États-Unis.

En août, les cours mondiaux du riz ont poursuivi leur baisse sous l'influence des prix asiatiques. C'est la plus forte baisse depuis deux ans. Les excédents exportables continuent à s'accumuler et les acheteurs semblent peu pressés à revenir massivement sur le marché.

Figure 4 : Indice FAO des prix des produits alimentaires



Source : FAO

Les récoltes asiatiques à venir s'annoncent bonnes dans leur ensemble et la demande devrait reculer chez la plupart des grands pays importateurs. Il est donc peu probable que les prix mondiaux connaissent des sursauts dans les prochains mois (Osiriz n°113).



Tendances sur les marchés en Afrique de l'Ouest

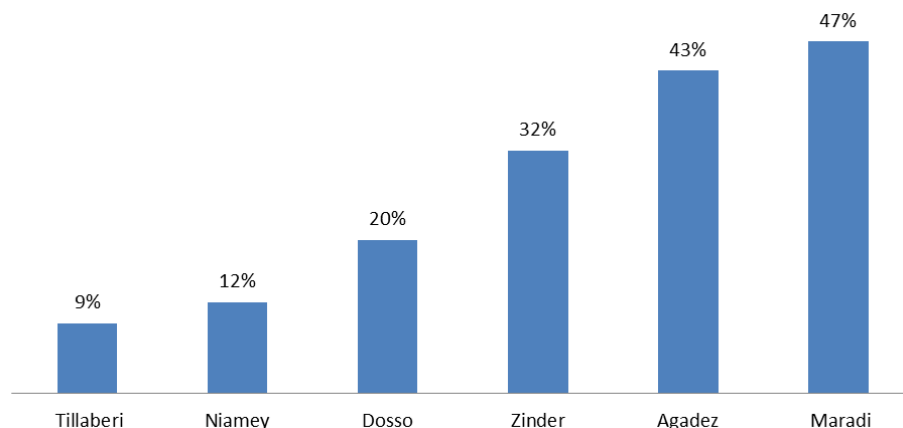
Début des baisses saisonnières des prix des céréales

Au Tchad, dans la bande sahélienne, une légère hausse des prix moyens des céréales (2 %) pour le mil et le sorgho par rapport à juillet est observée. Les prix pratiqués à l'est se sont accrus d'au moins 10 % alors qu'à l'ouest, le prix du mil a baissé et celui du sorgho a connu une légère hausse de 1,5 %. Les raisons de ces variations des prix sont les suivantes : déstockage des commerçants céréaliers en raison du démarrage de la campagne ; présence relativement élevée des transhumants dans les zones de l'est qui vendent une partie de leur bétail et s'approvisionnent en céréales et une demande moins élevée que l'année dernière, en particulier pour le sorgho grâce à l'existence de stock dans les ménages (bonne production 2012, assistance et ventes subventionnées). La hausse des prix est inférieure à 1 % dans la bande soudanienne. Mais, dans cette bande, les prix du mil et du sorgho en août 2013 sont très élevés comparés à ceux pratiqués en 2012 et à la moyenne des cinq dernières années. Les effets de la baisse de la production dans certaines régions suite aux inondations et les projections des récoltes (par exemple : arachide, sésame) relativement plus faibles que d'habitude (retard de la campagne agricole) impactent le niveau des prix (PAM).

Au Niger, les prix ont baissé pour le mil et sont restés stables pour les autres céréales. Seuls les prix du sorgho ont légèrement augmenté (2 %). En comparant les prix du mil (septembre 2013) par rapport à la moyenne quinquennale on observe une hausse sur les marchés principaux de 27 % en moyenne figure 5). En ce qui concerne le mouvement du commerce transfrontalier, il

est à noter que, dans certaines régions agricoles du Nigeria (Damassack, Illéla, Mai-Mai Adua et Gatari), le début de la récolte du mil a amélioré la disponibilité sur les marchés nigériens. En revanche, l'importation du maïs reste limitée car il est encore en phase de maturation au Nigeria. Au Bénin, l'approvisionnement en céréales est généralement satisfaisant. Pourtant, les importations sont limitées en raison des prix au même niveau dans ces pays et la dégradation du tronçon Gaya-Dosso. Sur l'axe Namounou (Burkina Faso / moyenne nationale: environ 20,000 francs)- Torodi (Niger / moyenne 28,000 francs CFA) est importantes encouragent les commerçants à intensifier les transactions via cet axe (PAM).

Figure 5 : Niger : Comparaison des prix du mil (septembre 2013) par rapport à la moyenne quinquennale respectivement sur certains marchés



Source : Afrique Verte



Tendances sur les marchés en Afrique de l'Ouest (suite)

Début des baisses saisonnières des prix des céréales

Au Mali, les prix des céréales sont généralement stables, mais des baisses significatives ont été observées pour le mil à Gao (31 %), le riz local à Tombouctou (-14 %) et le maïs à Kayes (-7 %) par rapport au mois d'août. En comparaison les prix du mil (septembre 2013) par rapport à la moyenne quinquennale on observe une baisse de 9 % pour la majorité des marchés (figure 6). La baisse des prix dans la partie nord du pays peut s'expliquer par l'amélioration du commerce transfrontalier et à un réajustement des prix qui sont anormalement élevés à cause du conflit, vers des valeurs normales. L'approvisionnement du marché de céréales est généralement satisfaisant. La production de lait, la disponibilité de maïs frais et de

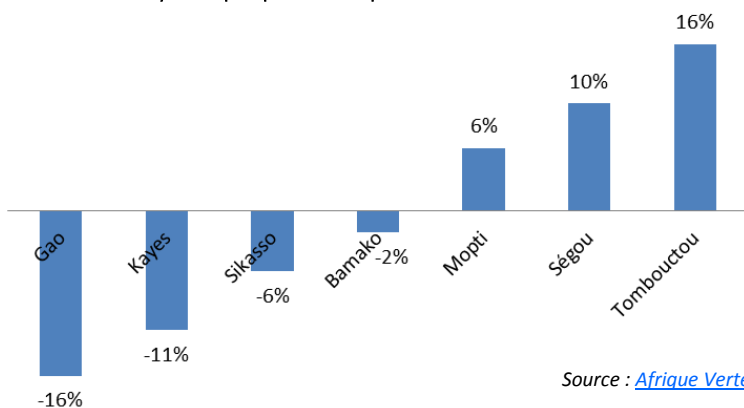
tubercules devraient également améliorer l'accès à la nourriture pour de nombreux ménages.

Au Burkina Faso, la tendance des prix des céréales est stable ou en baisse dans la plupart des marchés. Aucune augmentation de prix n'a été enregistrée entre juillet et août. En comparaison les prix du mil (septembre 2013), par rapport à la moyenne quinquennale, on observe une hausse dans la majorité des marchés d'environ 7 %.

Au Bénin, le prix du maïs a diminué d'environ 30 % par rapport au prix de juillet et d'environ 8 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les ventes de stocks et la nouvelle récolte de maïs expliquent ces baisses saisonnières des prix (PAM).

Au Liberia, les prix du riz importé ont diminué de 4 % comparé à la même période en 2012. Les travailleurs occasionnels et en particulier ceux du secteur de la construction continuent à profiter d'une amélioration de leur pouvoir d'achat en raison des prix du riz importé stables par rapport aux taux de salaires croissants. Pendant cette période de l'année, la demande de riz importé est généralement la plus élevée. La plupart des ménages libériens épuisent leurs stocks à cette période de l'année et comptent sur les marchés pour couvrir leurs besoins alimentaires. Bien que la demande pour le riz importé soit en hausse, les prix de cette année, dans la plupart des régions du Libéria, ont tendance à être stables, ce qui est une tendance inhabituelle par rapport aux quatre dernières années. Cela s'explique principalement par l'entrée des importations de riz bon marché et de la nouvelle récolte de maïs (PAM).

Figure 6 : Mali : Comparaison des prix du mil (septembre 2013) par rapport à la moyenne quinquennale respectivement sur certains marchés



Bénin : Analyse globale de la vulnérabilité et de la sécurité alimentaire (AGVSA)

Un ménage sur quatre en insécurité alimentaire

Cette enquête réalisée par le PAM et le gouvernement en pré-soudure (16 février au 22 mars 2013) porte sur 15 000 ménages permettant une représentativité des résultats aux niveaux national, départemental et communal.

Les résultats nationaux préliminaires de cette enquête montrent que 23 % des ménages ont une consommation alimentaire inadéquate, voire pauvre pour 5 %, contre 77 % avec une consommation alimentaire acceptable.

Près de la moitié des ménages du Mono, de l'Atacora et du Couffo ont une alimentation inadéquate. Cependant on note une grande disparité entre les communes au sein de ces départements. C'est le cas dans les départements de l'Alibori (communes de Karimama, Banikoara, Kandi, Malanville, Gogounou, Segbama) et de l'Atacora (Kerou, Tanguita, Materi, Tourcounou, Natitingou, Cobli, Pehunco, Kouandé). Dans ces départements où la consommation est inadéquate, on constate que :

- La pauvreté déjà très élevée a progressé : dans l'Atacora, elle est passée de 32,3 % à 39,7 % entre 2008 et maintenant
- Les ménages font face à des chocs comme la sécheresse et les pluies tardives (Alibori 24% des ménages), les inondations (10 % des ménages dans l'Atacora et l'Alibori) et la hausse des prix (18 % des ménages dans le Mono).

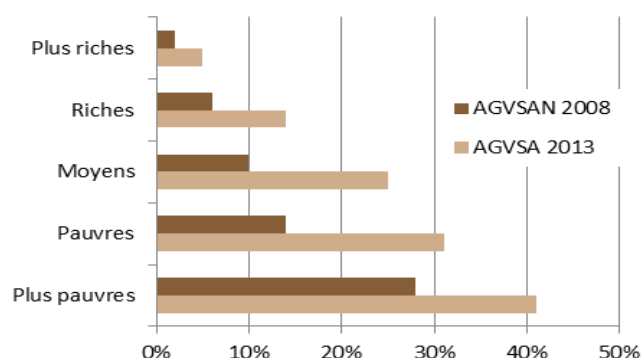
Le pourcentage des ménages ayant une consommation inadéquate est deux fois plus élevé en zones rurales (30 %) qu'en zones urbaines (15 %).

Au moment de l'enquête, les ménages ayant des difficultés à accéder à la nourriture ont recours à l'achat d'aliments moins chers et moins préférés (42 % des ménages) et à l'utilisation de l'épargne du ménage (21 %) pour se procurer de quoi manger.

L'analyse des données sur les marchés montre que, contrairement à ce qui est observé communément dans les pays sahéliens, (i) les prix des produits de base sur les marchés béninois sont relativement stables avec de faibles variations des prix et (ii) les marchés sont assez bien intégrés entre eux, surtout pour le maïs et le riz, et avec les marchés frontaliers. Malanville est bien intégré avec les marchés du Niger et Nikki avec ceux du Nigeria.

Cependant, cette année, une augmentation de près de 200 % par rapport à 2012 des exportations de maïs du marché de Nikki vers le Nigeria, a été rapportée. Cette forte pression sur le marché de Nikki est une des conséquences des inondations et du conflit qui frappent certaines régions productrices de maïs du Nigeria depuis 2012.

Figure 7 : Répartition des scores de consommation alimentaire en fonction des groupes de richesse





Impact sur la sécurité alimentaire

Situation toujours précaire au Nord Mali

Au Cameroun, une mission d'évaluation conjointe du PAM, HCR et gouvernement a été conduite du 12 au 14 juin 2013 auprès des réfugiés centrafricains et de la population hôte de l'Est et de l'Adamaoua. Les résultats montrent que les nouveaux réfugiés arrivés au Cameroun, suite aux troubles sociopolitiques de 2012 et à l'occupation de Bangui par la SELEKA en mars 2013, sont plus touchés par l'insécurité alimentaire que les anciens réfugiés présents au Cameroun depuis 2005. En effet, les nouveaux réfugiés consacrent une plus grande partie de leurs faibles revenus aux dépenses alimentaires les rendant ainsi plus vulnérables ; seuls 39 % d'entre eux ont une consommation alimentaire acceptable contre 90 % des réfugiés anciens et de la population locale. Ils ont plus souvent recours à des stratégies d'adaptation d'urgence telles que la mendicité, en plus d'avoir un faible accès à la terre. Les populations hôtes et les réfugiés cohabitent globalement bien, hormis quelques différends concernant le bétail et le contrôle des infrastructures de base.

La mission recommande la poursuite de l'assistance alimentaire pour les six prochains mois à travers des activités génératrices de revenu et l'accélération de la procédure d'identification des nouveaux réfugiés.

Au Burkina Faso, les résultats de la deuxième mission conjointe de suivi de la campagne agropastorale et d'évaluation de la situation alimentaire et nutritionnelle des ménages effectuée du 1^{er} au 7 septembre 2013 par le Gouvernement et ses partenaires, indiquent que la situation alimentaire des ménages est satisfaisante avec la prise d'au moins deux repas par jour. La situation alimentaire et nutritionnelle est renforcée par la disponibilité de lait, de produits forestiers non ligneux et par les opérations d'assistance alimentaire et de transferts monétaires en cours. Ces opérations permettent aux ménages vulnérables de ne pas basculer dans une situation alarmante compte tenu de leur niveau de vulnérabilité.

Au Mali, une enquête sur la sécurité alimentaire des ménages dans le nord du pays a été conduite en juillet 2013 par la FAO, le PAM, le Système d'alerte précoce du Gouvernement et leurs partenaires (ACF, OXFAM, Save the Children, Islamic Relief, CARE, CISV et GARDL).

Les résultats montrent que malgré l'amélioration de la consommation alimentaire des ménages, surtout due à l'assistance alimentaire intensifiée depuis mai 2013, la sécurité alimentaire de la majorité des ménages au nord du Mali reste très précaire notamment à cause du retard dans la mise en œuvre de certaines interventions alimentaires ou non alimentaires, retard principalement dû à l'insécurité. En effet, cette situation a poussé les populations (environ la moitié dans les régions de Kidal – 46,6 % - et Tombouctou – 50,6 %) à avoir recours à des stratégies d'urgence ou de crises (vente d'actifs productifs, pratique d'activités illégales ou risquées, la réduction des dépenses d'éducation ou de santé), mettant en péril leurs actifs productifs et leurs moyens d'existence à court et/ou moyen terme. La forte majorité des ménages consacrent plus de 75 % de leurs revenus aux dépenses alimentaires les rendant ainsi vulnérables aux fluctuations des marchés.

Les risques qui pèsent aujourd'hui sur cette population déjà vulnérable sont une mauvaise campagne agricole à cause des pluies erratiques en début de saison et du fait que certains ménages n'ont pas pu faire de semis par manque de moyens, les pertes de bétail, une pression accrue sur les ressources exercée par les retournés et une insécurité persistante.

La mission recommande de développer des activités de réhabilitation et reconstituer les moyens de subsistance (à partir de février/mars 2014), de mettre en place un système de surveillance nutritionnelle et de la sécurité alimentaire à travers des sites sentinelles, et une attention particulière à la campagne agricole.



A vos agendas !

- Préparation des appels humanitaires 2014 dans le Sahel : Septembre 2013 - février 2014. Atelier régional : 29-30 novembre 2013
- Missions conjointes d'évaluation des récoltes (Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Nigeria, Sierra Leone et Togo) : 23 septembre – 11 octobre 2013
- Missions conjointes d'évaluation des récoltes (Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) : 21 octobre – 01 novembre 2013
- Cycles de formation et d'analyse du CH (Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée et Togo) : 7 – 12 octobre 2013
- Cycles de formation d'analyse du CH Sahel (Burkina Faso, Cap Vert, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) : 4 – 8 novembre 2013
- Cycle d'analyse régionale du CH Lomé : 11 – 15 novembre 2013
- PREGEC Lomé : 18-20 novembre 2013
- RPCA Abidjan : 24-26 novembre 2013



Informations sur
la sécurité alimentaire
en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme Anne-Claire Mouilliez
Anne-Claire.Mouilliez@wfp.org

M. Cédric Charpentier
Cedric.charpentier@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/fr/

M. Jose Luis Fernandez
Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David
Patrick.David@fao.org